

Information des lecteurs versus manipulation des électeurs Les synthèses sur l'intégration révèlent le « projet » des journaux

Ce fut sympathique de voir toute la presse écrite française sur la même longueur d'ondes dans l'« affaire » de la prostate du président de la République ⁽¹⁾. Les grands journaux ont été cohérents contre les chaînes d'information continue – source supposée de leurs revers de diffusion et d'audience. La trêve fut de courte durée. Quelques jours plus tard, l'affaire des documents de synthèse sur l'intégration, émanant de cinq groupes de travail composés de membres de la « société civile », révèle les clivages entre les différents quotidiens français.

Tout démarre avec *Le Figaro* du vendredi 13 décembre 2013. « Intégration : le rapport qui veut autoriser le voile à l'école », titre le quotidien du groupe Dassault. Et *Le Figaro* de développer sur sa une : « Les propositions remises au Premier ministre ont de quoi inquiéter : révision des programmes d'histoire, création d'un délit de harcèlement racial, assouplissement des conditions d'attribution du RSA... »

C'est un « scoop » du *Figaro* : un rapport en cinq volets vient d'être mis en ligne sur le site du Premier ministre. Le quotidien y revient à plusieurs reprises dans ses colonnes, en particulier en page 2 avec un titre explicite : « Intégration : un rapport choc ».

Vous rendez-vous compte ? Ce « rapport » oriente la France « vers une politique fortement ancrée sur

l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations ». Ce sont des axes promus par des lois essentielles de la République, en 2001 (gouvernement de Lionel Jospin), 2006 (Dominique de Villepin), 2008 (François Fillon), mais que le Premier ministre en poste mette en ligne un tel document sur son site officiel, vraiment intolérable, n'est-ce pas ?

Par exemple, en ce qui concerne la manière dont les médias parlent des personnes d'origine étrangère, la « première recommandation » (du document, pas du Premier ministre !) est de « ne mentionner la nationalité, l'origine, l'appartenance ethnique, la couleur de peau, la religion ou la culture » que si cette information est « pertinente ».

Les Français sont comme tous les êtres humains : ils n'aiment pas d'emblée le changement et sont

La polémique autour de l'intégration révèle l'embaras de l'exécutif sur le sujet

Matignon a pris ses distances avec les pistes des groupes de travail missionnés avant l'éché

Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a été la cible de vives attaques de l'opposition, venant s'ajouter à la suite de la « une » du *Figaro* accusant « un rapport » sur l'intégration, remis à Matignon le 13 novembre, de vouloir « autoriser le port de voile à l'école ». « Ce rapport en rupture totale avec notre vision de la société républicaine », a immédiatement déclaré Jean-François Copé, le président de l'UMP. Il a dénoncé un « scoop » plus que jamais déconcertant pour tous les concernés : le rassembleur premier ministre, François Fillon, suivi par le président du Front national, Marine Le Pen, qui y a vu « une crise grave procédurale ».

M. Ayrault a rapidement réagi à ces accusations. Devant la presse convoquée à Matignon, le chef du gouvernement a assuré que son équipe ne voulait « évidemment pas remettre en cause nos valeurs », a déclaré le chef de l'Etat, depuis la Guyane, où il était en déplacement. La polémique dans laquelle est entré Jean-François Copé est délicate. Elle vient du fait que ce dernier était jusqu'à présent le chef de « groupes de travail », missionnés avant l'éché pour planifier une réforme de la politique d'intégration, à cet égard en sonne comme un rapport d'abouti. Or, sur le fond, aucune ligne de force ne se dégage de ces synthèses. Souvent jaugonnées, elles ont été rédigées par des chercheurs et acteurs de terrain peu connus. Les propositions concernent surtout la France, à travers notamment des politiques de discrimination positive. De l'autre côté des républicains, les experts du développement ont commandité, favorable à un strict

rapport de l'UMP : que é sur on

Conscient de ces clivages mais soucieux de répondre à ce qui s'agit de la politique d'intégration, l'exécutif avait, dès le commandé un rapport sur l'intégration à un comité d'Etat. Thierry Tardieu, qui a dirigé le comité, a été nommé à la présidence de la politique d'intégration. Mais ce rapport, remis en février et intitulé « La grande nation, pour une société inclusive », avait été remis à Jean-Marc Ayrault le 13 novembre. Ce rapport, remis en février et intitulé « La grande nation, pour une société inclusive », avait été remis à Jean-Marc Ayrault le 13 novembre. Ce rapport, remis en février et intitulé « La grande nation, pour une société inclusive », avait été remis à Jean-Marc Ayrault le 13 novembre.

Le dossier de l'intégration ravive les fractures de la gauche

Le Parti socialiste, divisé entre « républicains » et « multiculturalistes », échoue à défendre une vision commune sur les questions de diversité

Le dossier de l'intégration ravive les fractures de la gauche. Le Parti socialiste, divisé entre « républicains » et « multiculturalistes », échoue à défendre une vision commune sur les questions de diversité. Le dossier de l'intégration ravive les fractures de la gauche. Le Parti socialiste, divisé entre « républicains » et « multiculturalistes », échoue à défendre une vision commune sur les questions de diversité.

Copé : « Le gouvernement espère faire monter le FN »

Jean-François Copé a été la cible de vives attaques de l'opposition, venant s'ajouter à la suite de la « une » du *Figaro* accusant « un rapport » sur l'intégration, remis à Matignon le 13 novembre, de vouloir « autoriser le port de voile à l'école ». « Ce rapport en rupture totale avec notre vision de la société républicaine », a immédiatement déclaré Jean-François Copé, le président de l'UMP. Il a dénoncé un « scoop » plus que jamais déconcertant pour tous les concernés : le rassembleur premier ministre, François Fillon, suivi par le président du Front national, Marine Le Pen, qui y a vu « une crise grave procédurale ».

(1) – Cf. « Presse écrite versus chaîne d'info continue – La prostate du président révèle bien des tensions », *La Lettre du CÉAS* n° 299 de décembre 2013.

plutôt « conservateurs ». Alors, *Le Figaro* joue là-dessus pour renforcer la « gravité » de l'événement et susciter des peurs.

Mais, en fait, de quel événement s'agit-il ? Qu'un Premier ministre commande un travail en mobilisant des fonds publics et que les résultats soient rendus publics, n'est-ce pas le contraire qui serait inquiétant ? L'absence de transparence nuit gravement à la démocratie ; la transparence peut favoriser gravement la démagogie médiatico-politique... Quelle sentence les citoyens français veulent-ils retenir ?

En d'autres circonstances, on regretterait tous ces rapports d'experts dont les décideurs ne suivent que rarement les préconisations. Là, parce que c'est écrit dans un « rapport », cela voudrait forcément dire que le contenu constitue la politique que le Premier ministre souhaite mettre en œuvre. C'est le message que les opposants du Gouvernement vont progressivement chercher à développer : les préconisations apparaissant dans les synthèses, puisqu'elles sont accessibles en ligne sur le site officiel du Premier ministre, c'est forcément ce que celui-ci envisage de faire passer... Il pourra dire et redire que ce n'est qu'un document de synthèse de groupes de travail et rien que cela, cela n'y changera rien. Jean-Marc Ayrault est toujours à la tête aujourd'hui du Gouvernement : ouf, pour lui, il s'en sort tant bien que mal !

Le Figaro avait-il imaginé l'ampleur qu'a prise l'affaire ? Coup médiatique (ou politique) très bien préparé ? Ou bien engrenage imprévu, mais qui a bien fait les affaires du quotidien ?

La machine médiatique s'emballe... Ouest-France change de ton en deux jours

La droite et l'extrême droite semblent découvrir le « rapport » (remis au Premier ministre depuis un mois et apparemment passé inaperçu jusqu'alors). Chacun y va de ses accusations, ce qui va faire sortir de ses gonds le Premier ministre. Le président de la République, François Hollande, en déplacement en Guyane, est lui-même obligé de le confirmer : « *Ce rapport n'est pas du tout la position du Gouvernement* ».

Ouest-France (14 et 15 décembre) présente les faits, ainsi que la position des uns et des autres, et de façon assez neutre. Par contre, le quotidien régional, dans son édition du 16 décembre, tient un tout autre discours. « Hollande recadre son Premier ministre », titre *Ouest-France* qui évoque ensuite une mise au point « *très ferme* ». Le président de la République serait « *agacé par les initiatives de son Premier ministre* ». Le quotidien imagine même un changement de Gouvernement. Il rappelle que François Hollande a déclaré que le « rapport » n'est pas du tout la position du Gouvernement, mais le président l'aurait dit « *sèchement* ». Certes, le quotidien cite Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, qui « *a démenti toute friction entre François Hollande et Jean-Marc Ayrault* », mais on peut quand même s'étonner du changement de ton entre les deux éditions successives, celle des 14 et 15 décembre d'une part, celle du 16 décembre d'autre part.

Au final, *Ouest-France* ne fait que suivre le sillon tracé par *Le Figaro* et d'autres quotidiens nationaux... Nous en voulons pour première preuve le titre choisi par le quotidien régional pour son édition du 16 décembre :

« Hollande recadre son Premier ministre ». Dans son édition du 14 décembre, *Aujourd'hui en France* avait titré : « Le président recadre Ayrault »... La similitude est trop forte pour faire croire à une coïncidence !

Le Figaro : un rapport sur l'intégration pour favoriser le Front national

Le Figaro avait lancé son pavé dans la mare le 13 décembre, mais enfonce le clou dans son édition des 14 et 15 décembre. « Intégration : le débat s'enflamme », titre à la une le quotidien qui consacre ensuite trois pages au dossier. La photo en une : un Jean-François Copé (président de l'UMP) bien en place, et un Jean-Marc Ayrault qui passe, sans vous regarder.

Quoi de neuf ? La vive polémique... Une droite indignée et une gauche au sein de laquelle l'affaire aurait semé le trouble. En page 2, *Le Figaro* titre sur « Ayrault déstabilisé ». Le quotidien lui donne la parole, ce qui fait contrepoids, malgré le titre. Le journal s'en prend quand même à la communication gouvernementale : mettre en ligne le document sans aucun commentaire constitue une faute politique, et ce n'est pas seulement *Le Figaro* qui l'écrit – il cite « *un député socialiste* », « *un autre* » ou encore « *le conseiller d'un ministre* » (sans les nommer expressément).

Cependant, le quotidien offre une nouvelle exclusivité à ses lecteurs : ce « rapport » sur l'intégration rendu public est « une manœuvre destinée à gonfler le vote FN » (titre en page 3). Il fallait y penser ! Pour Jean-François Copé, il s'agit d'« *agiter des chiffons rouges pour faire monter le FN et affaiblir l'UMP, la droite républicaine et le centre à l'approche d'élections qui s'annoncent difficiles pour la gauche* ». « *Y a-t-il des visées électoralistes ?*, s'interroge l'ancien Premier ministre, François Fillon. *Je ne sais pas, mais cela y ressemble fortement* ». Et d'ajouter : « *Il est difficile de ne pas envisager qu'il n'y ait pas d'arrière-pensées politiques derrière tout cela. Cela sent la provocation* ». Gérard Longuet, sénateur et vice-président de l'UMP, décode la « manœuvre » : « *Faire monter le FN pour systématiser des "2002" à l'envers à toutes les élections, à commencer par les municipales* ». Quant à Thierry Solère, député UMP des Hauts-de-Seine, il est lui-même convaincu que « *la seule chance de François Hollande de sauver sa place au second tour de la présidentielle, c'est d'avoir Marine Le Pen en face de lui* ».

En page 4, on en vient à l'essentiel : le « rapport » sur l'intégration lui-même. Mais peut-on parler d'une présentation objective quand on lit que ce document « *se résume à un indigeste charabia* » ? Est-ce parce qu'il émane des travaux d'environ 250 personnes, « *des membres d'associations, de collectivités territoriales, des syndicalistes, des fonctionnaires ou des "acteurs de terrain"* », bref des représentants de la « société civile », qu'il doit être autant critiqué ?

Le Figaro va-t-il enfin tourner la page ? Non, dans son édition du 16 décembre, le quotidien titre en une : « Intégration : le rappel à l'ordre de Hollande fragilise Ayrault », et il consacre encore au dossier son éditorial et plusieurs pages. Paul-Henri du Limbert, dans cet éditorial, qualifie les propositions du « rapport » comme étant « *orwelliennes* » ; il évoque des groupes de travail « *étranges* », des auteurs qui « *ont perdu la raison* », des « *pages désolantes* » qui « *iront toutes à la poubelle* ». Il oublie seulement de préciser s'il a lu ou non le document.

Hollande recadre son Premier ministre
En déplacement à l'étranger, il a opposé deux mises au point très fermes à Jean-Marc Ayrault sur l'intégration.

« Je décide, il exécute », avait lancé Jacques Chirac à propos de Nicolas Sarkozy. François Hollande pourrait reprendre la formule à son compte. En moins de 24 heures, le président de la République a agacé par les in-

L'autorité d'Ayrault à nouveau contestée

Après la polémique sur l'intégration, le premier ministre est attaqué par son camp

Le répit aura été de courte durée : Jean-Marc Ayrault, qui avait repris la main en proposant une remise à plat de la fiscalité, a à nouveau trébuché avec la mise en ligne, sur le site de Matignon, de cinq rapports contestés sur l'intégration. Alors que la gauche est divisée sur la question, entre tenants d'une ligne républicaine classique, incarnée par Manuel Valls, et un modèle plus multiculturaliste, le premier ministre est l'objet d'une nouvelle fronde de poids lourds du gouvernement, dont certains ministres et des cabinets bat son plein, dans une ambiance plus que délétère. ■

LIRE PAGES 9-9

Le président recadre Ayrault

Le rapport très controversé sur l'intégration, mis en ligne sur le site du Premier ministre et qui propose notamment de supprimer la loi sur le voile à l'école, a exaspéré Hollande.

Le Premier ministre a trouvé l'os, voulait aller Mais Hollande s'agissait de la de gouvernement. Ce la rappelle à sa le patron. Et le « collaborateur Nicolas Sarkozy. Invité sur l'itinéraire, Laurent Fabrice entre Jean-Marc Ayrault tout cela de leurs rapports indiciés, avant renco- il y a de légères les redresser.



Un rapport bouleversé

propositions remises au Premier ministre réservées à gauche. C'est une base de travail

tion sujet hypersensible. Il ne pourtant » que « d'un rapport au Premier ministre il y a un et qui a fait opportunément la du Figaro hier. Le texte - com- cinq contributeurs rédigés des représentants d'associations, actionnaires, de syndicalistes et chercheurs - suggère de « repen- la politique d'intégration. Mais les propositions, la cortès- de la suprématie de la langue aise, avec l'étude de l'arabe langues africaines : l'autorisa- voie à l'école et la création d'emploi, public comme privé,

Intégration: le débat s'enflamme

Les propositions chocs sur l'intégration remises à Jean-Marc Ayrault indignent la droite et sèment le trouble à gauche. Embarrassé, le premier ministre s'en est pris violemment à Jean-François Copé.



Le rapport en cinq volets sur l'intégration remis à Matignon, dont la teneur a été révélée vendredi par Le Figaro, a ouvert un large débat et suscité une vive polémique. Jean-Marc Ayrault s'en est pris violemment à M. Copé (qui est un responsable et un mem- « Le président de l'UMP avait critiqué « ce rapport dont l'intention est de déconstruire... », alors qu'à droite com- gauche des inquiétudes se sont exprimées sur le risque de communautarisme ou la remise en cause du modèle républicain... »

De même, dans un « contre-point », Guillaume Tabard mentionne que c'était une erreur « de lancer dans une totale improvisation des groupes de travail dans lesquels ne figurait aucune autorité reconnue en la matière et entièrement confiés à un milieu associatif hétéroclite et militant ». Ne serait-ce pas quelque peu insultant ?

Mais dans son édition du 16 décembre, *Le Figaro* traite surtout des relations entre le président de la République et le Premier ministre : « Hollande veut remettre Ayrault au pas », titre le quotidien, ou encore : « Fragilisé, le Premier ministre voit à nouveau son autorité mise à mal ». *Le Figaro* aurait-il intérêt à donner l'impression que les relations au sommet de l'État sont pourries et que le chef du gouvernement est en grande difficulté ?

Au fait, si toute la raison d'être de ce « rapport » était de favoriser le Front National pour contrecarrer la droite et le centre, peut-on imaginer qu'il puisse ne pas s'agir d'une stratégie parfaitement concertée entre l'Élysée et Matignon ?

Aujourd'hui en France : « On n'est pas au café du commerce ! » (Thierry Tuot)

Pour *Aujourd'hui en France*, François Hollande a donc « recadré » Jean-Marc Ayrault. Dans son édition du 14 décembre, le quotidien du groupe Amaury (version provinciale du *Parisien*) juxtapose la photo des deux personnalités. François Hollande a vraiment l'air contrarié, mais, très sûrement, il s'agit d'une photo d'archives. *Aujourd'hui en France* rappelle que le président de la République a commenté l'affaire d'une très courte phrase alors qu'il était à l'aéroport de Cayenne, « la voix couverte par les moteurs de son A330 encore allumés ». François Hollande était « furieux », selon le quotidien, le « visage fermé, visiblement excédé ». Forcément contre Jean-Marc Ayrault. Et pourquoi pas, après tout, contre *Le Figaro* et/ou Jean-François Copé ?

Reconnaissons à *Aujourd'hui en France* le mérite, pour apporter un éclairage complémentaire, d'avoir donné la parole à Thierry Tuot, conseiller d'État, auteur lui-même

d'un rapport sur la politique d'intégration de la France, remis au Premier ministre en février 2013. « J'ai été atterré, confie Thierry Tuot, que le débat se résume à des anathèmes, sur des chiffons qu'on agite. Nous parlons d'être humains », rappelle le conseiller d'État évoquant les immigrés. « On a besoin d'une connaissance fine de ces questions, plaide-t-il. On n'est pas au café du commerce. On ne peut pas dire, comme ça, que les gens viennent en France pour faire du fric, se reproduisent à tout-va, et ce genre de choses qu'on entend à droite comme à gauche dans le débat public »...

Cette initiative n'empêche pas *Aujourd'hui en France*, évoquant le second « rapport », celui remis le 13 novembre, de qualifier les préconisations comme étant, pour certaines, « décoiffantes », voire « sulfureuses ». Et le quotidien revient sur le dossier dans son édition du 16 décembre. De fait, il avait manqué la thèse de l'UMP développée par *Le Figaro* des 14 et 15 décembre. Bref, *Aujourd'hui en France* relaie l'« analyse » de Jean-François Copé : « Je suis, hélas, persuadé que le Gouvernement espère se sauver d'un désastre électoral aux élections municipales et européennes en excitant les peurs et les passions, espérant ainsi faire monter le Front National. C'est un vieux plan bien connu du PS. Ses dirigeants sont dans une alliance objective avec le FN »...

Le Monde semble vouloir « un » changement

Le Monde intervient avec son édition des 15 et 16 décembre (donc un peu tardivement). Le quotidien présente objectivement les faits et prend même position quant aux intentions qu'il convient de prêter au président de la République : « M. Ayrault a reçu dans la journée le soutien de François Hollande : ces documents ne sont « pas du tout la position du Gouvernement » ».

Le Monde essaie ensuite de prendre du recul et d'expliquer les raisons qui ont occasionné la violente polémique. Ainsi, plutôt qu'un rapport abouti, il serait plus juste d'évoquer « des synthèses d'étapes » de groupes de travail. Le quotidien concède que ces synthèses sont « sou-

vent jargonantes » et souligne, sur le fond, qu'aucune ligne de force ne s'en dégage.

Le Monde développe ensuite les diverses positions qui s'opposent, à l'intérieur même de la majorité, sur ces questions d'intégration, puis précise les suites données au rapport, ou susceptibles d'être données.

Dans ses éditions d'une part du 17 décembre, d'autre part du 20 décembre, *Le Monde* revient sur les tensions internes au sein de la gauche, voire du Gouvernement. Ainsi, le quotidien titre : « Le faux pas de M. Ayrault sur l'intégration aiguise les appétits de ses rivaux »... « L'autorité d'Ayrault à nouveau contestée »... « Chronique d'un pouvoir au bord de la crise de nerfs »... « Le dossier de l'intégration ravive les fractures de la gauche ». *Le Monde* souhaiterait un changement de Premier ministre qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Libération : évocation d'une comédie (dramatique ?)

Dans son édition des 14 et 15 décembre, *Libération* s'amuse à évoquer le rapport remis au Premier ministre en février 2013, rédigé par Thierry Tuot. Celui-ci, en effet, « déplorait la trop fréquente instrumentalisation politique du sujet, le court-termisme ». Or, nous voilà en plein dedans.

Pour *Libération*, il est évident que *Le Figaro* est le « porte-plume » de l'UMP qui « a déclenché une de ces polémiques stériles dont l'opinion ne retiendra qu'une poignée de déclarations ». Ce qui est peut-être un peu optimiste quant à l'impact électoral si l'on considère que cette affaire n'est qu'un élément parmi d'autres d'une entreprise de matraquage médiatique.

Libération précise que les documents de travail sont mis en ligne depuis le 13 novembre (des journaux donnaient à penser qu'ils venaient de l'être). Le quotidien nous livre sa version des faits en cinq actes, comme dans une comédie (dramatique ?).

Il revient sur le dossier, dans son édition du 17 décembre, avec une pleine page consacrée à une interview de Thierry Tuot. *Libération* évoque un « week-end surréaliste de polémique » pour des synthèses, reconnaît le journaliste, Fabrice Tassel, « imprudemment mises en ligne ».

De son côté, Thierry Tuot constate – et regrette – que « l'articulation de l'expression politique avec une expres-

sion associative libre soit aussi difficile ». Il ajoute que cette polémique est « assez inquiétante sur la capacité collective à structurer un débat serein et pacifié sur le sujet de l'intégration ». Et à l'intention de ceux qui ne l'auraient pas compris, le conseiller d'État précise que « des réflexions collectives comme celles mises en ligne sont des éléments de contribution, pas un avant-projet de décision pour le Conseil des ministres ». Dégageant des enseignements sur l'avenir du débat, il considère qu'« il faudra du temps avant de reprendre un débat constructif, avant que les étrangers se sentent moins menacés, et que les Français se sentent rassurés quand il y a des étrangers autour d'eux ».

La Croix : au lendemain d'une convention de l'UMP sur l'immigration

Dans *La Croix* du 16 décembre (le quotidien du groupe Bayard Presse n'a pas réagi au quart de tour), Jean-Baptiste François réussit à pratiquement tout dire sur le dossier en deux tiers de page. Il resitue les problèmes dans leur contexte plus global et évoque la mise en place des cinq groupes de travail, ainsi que leurs « relevés de conclusions » mis en ligne « discrètement il y a un mois », et qui ont « fait l'effet d'une bombe à retardement ». *La Croix* évoque un « travail préparatoire » qui « se révèle hétéroclite, de qualité très inégale », avec des propositions « audacieuses », qui vont donc provoquer « un tollé ».

Jean-Baptiste François apporte un élément d'information complémentaire : il a fallu un mois pour que *Le Figaro* réagisse, mais curieusement, le dossier sort au lendemain d'une convention de l'UMP sur l'immigration (le 12 décembre). Curieuse coïncidence !

La Croix poursuit sa présentation des faits en mentionnant les diverses réactions. Un expert regrette que « la polémique occulte les sujets de fond ». Par contre, pour le quotidien, « l'affaire n'a pas été du goût du chef de l'État » qui « a sèchement condamné le rapport » – qui n'en est pas un –, mais pas forcément le Premier ministre. Et Jean-Baptiste François de préciser que François Hollande lui-même, de par son silence sur les questions d'immigration et d'intégration, n'est pas exempt de responsabilités...*La Croix* reprend ici le point de vue de Guillaume Tabard dans son « contre-point » publié dans *Le Figaro* du 16 décembre : « Matignon responsable mais pas seul coupable ». C'est ce que l'on appelle un effet boomerang ?